

la lettre anticapitaliste



N° 15 - nov 2016

La Lettre Anticapitaliste revient !

Comme vous avez pu le constater cela faisait plusieurs mois maintenant que la Lettre Anticapitaliste du comité NPA Rennes n'était pas parue. Non pas que le comité rennais n'avait plus d'activités, bien au contraire.

Le mouvement social contre la Loi Travail de ce printemps a été riche en activités militantes et nous n'avons pas manqué de produire quasi quotidiennement des compte rendu des manifestations et des actions ainsi que des analyses de la situation sociale et politique. Cet été nous avons été présent-e-s au côté des sans papiers du squat de la Poterie, en ce début d'année nous étions quelques un-e-s du NPA Rennes en mission de solidarité en Palestine (cf article).

La Lettre Anticapitaliste reprend donc, diffusez là, n'hésitez pas à nous faire des retours, contactez nous pour militer et abonnez vous à la presse du NPA.

Contre la violence du système patriarcal, on manifeste à Rennes

Harcèlement dans la rue, au travail ? Violences et viols au sein de la famille ? Une femme qui meurt sous les coups de son conjoint ou de son ex-conjoint tous les trois jours en France ?

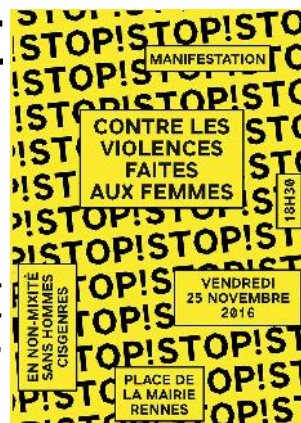
Le 25 novembre est la « journée internationale contre les violences faites aux femmes ». Ce nom, bien que déjà long, ne laisse pas entendre d'où vient la violence. Pour nous, le patriarcat doit être nommé : ce système qui sévit dans le monde entier et qui divise et hiérarchise la population en deux genres, les hommes et les femmes.

Contrairement à ce que certaines forces politiques réactionnaires laissent entendre, aucun pays (dont la France) ni aucune couche de la société (dont les riches et les Blancs) n'échappe à au patriarcat et à ses violences. Il s'agit de meurtres, de mutilations, de viols, de coups, de harcèlement, d'insultes, de dévalorisation et d'objectivation des corps, de troubles mentaux spécifiques, de la loi du silence meurtrière.

Le NPA prendra part à la manifestation unitaire, en non-mixité*, qui aura lieu

le 25 novembre à 18H30, place de la Mairie

*** sans hommes cisgenres (cisgenre caractérise une personne dont le genre assigné à la naissance lui correspond, qu'elle vit bien avec)**



VÉRITÉ ET JUSTICE POUR BABACAR GUEYE !



Le 3 septembre 2015, Babacar Gueye a été tué par la police à Maurepas, quartier populaire de Rennes.
Babacar vient de se réveiller au milieu de la nuit en grande détresse : il craint, il angoisse, il se mitaille avec un couteau. L'ami qui l'interdit appelle les pompiers pour de l'aide, mais c'est la police qui arrive en nombre et armée. Un policier tire 5 balles dans le haut du corps de Babacar.
La famille a porté plainte mais la procédure est bloquée : aucun juge d'instruction n'a encore été nommé.
La police a clos son enquête interne. Par contre, deux policiers ont porté plainte contre Babacar pour tentative de meurtre.
La police agresse, mutilé et tue quand jugera-t-elle la police ?

STOP LES VIOLENCES POLICIÈRES !
NOUS EXIGEONS LA VÉRITÉ ET LA JUSTICE POUR BABACAR GUEYE !

MARCHE COMMÉMORATIVE 1 AN SAMEDI 3 DÉCEMBRE 2016 à RENNES
14h30-18h30 RDV au Centre Commercial du GAST
Quartier MAUREPAS - Rue Alexandre Lefas 35000 Rennes - Bus 9 Arrêt "Gast"
COLLECTIF JUSTICE POUR BABACAR GUEYE
Contact : justicepourbabacar@gmail.com - Facebook : Collectif Justice pour Babacar

SUIVEZ L'ACTUALITÉ POLITIQUE SUR LE SITE INTERNET LOCAL DU NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
<http://www.anticapitaliste-35.org>
<https://www.facebook.com/NPA-Rennes>

Le squat de la Poterie : un exemple de solidarité !

Depuis le 14 juin dernier, l'association Un Toit c'est Un Droit (UTUD) a réquisitionné une ancienne maison de retraite laissée à l'abandon par le groupe immobilier Lamotte pour le mettre à disposition de familles à la rue ou logées dans des situations précaires.

Ce sont désormais plus de 160 personnes dont 70 enfants qui y vivent. Durant l'été, la justice a donné raison à UTUD pour l'occupation de ce lieu contre le promoteur immobilier qui ne pouvait justifier d'un projet pour cet immeuble; un ordre de démolition n'avait même pas été déposé.

Pour le NPA, il est évident que **le droit au logement doit être prioritaire sur la spéculation immobilière**. Rappelons qu'il existe en France une loi de réquisition des logements vides, jamais appliquée pour le respect de la sacro-sainte propriété privée ! A Rennes, selon l'INSEE, en 2013, il existe 120 000 logements et 6% de ceux-ci sont vacants, soit plus de 7 000; et ce chiffre doit être bien plus élevé désormais vu les nombreuses constructions de ces dernières années. Il est donc faux et hypocrite d'entendre les pouvoirs publics nous expliquer qu'ils ne peuvent offrir des solutions de logements à des familles dans la détresse ! C'est une question de volonté politique ! A eux de prendre leurs responsabilités au lieu de se défausser sur les associations qui font désormais le travail en matière de relogements, de régularisation, d'aide alimentaire...

Depuis cette occupation **un collectif de plus de 27 associations** politiques (dont le NPA), associatives et syndicales s'est formé pour organiser cette occupation et lutter ensemble pour ces personnes. Du soutien scolaire est organisé pour les enfants, des concerts et des repas solidaires font vivre ce lieu. La présence des enfants de ce squat a par ailleurs permis de sauver une classe dans l'école primaire voisine, preuve s'il en est que la présence de migrant-e-s en France est une chance et non pas une menace !

Mais l'hiver est déjà là et le chauffage commence à manquer. Les nuits sont fraîches et les habitant-e-s sont obligé-e-s de chauffer les appartements avec des plaques électriques ce qui est évidemment très dangereux.

Ainsi, le collectif de soutien au squat de

la Poterie a décidé d'organiser ce **mercredi 16 novembre une manifestation pour réclamer des papiers, des logements et en attendant du chauffage** pour les habitant-e-s. **Cette manifestation a été un succès avec près de 600 personnes défilant entre le squat et la place de la Mairie.**

La réponse de la municipalité ne s'est pas fait attendre: F. Bourcier, en charge du dossier s'est fendu d'un communiqué de presse accusateur contre les soutiens du squat ! Selon lui, nous mettrions en scène un problème qui n'en est pas un. Quelle hypocrisie de la part d'un élu qui propose un contrat qui engage sérieusement l'association UTUD, d'un élu qui prend des engagements pour la signature de la convention sans nous consulter, qui accuse par voie de presse de freiner les négociations mais s'absente 10 jours sans nous informer.... Il est temps que Mme la Maire désigne un autre interlocuteur !

En attendant **le NPA et les autres associations continueront les combats pour obtenir des papiers à tous les habitant-e-s du squat** et plus largement à tou-te-s les sans-papiers, seule solution pour pouvoir trouver un travail déclaré et ainsi trouver un logement et se chauffer ! Une prochaine manifestation aura lieu ces prochaines semaines et nous ne manquons pas de vous tenir informé.



Pour prendre contact avec le NPA à Rennes

npa.rennes@anticapitaliste-35.org

<https://www.facebook.com/pages/NPA-Rennes/>

Cueillettes solidaires en Palestine

Le « Comité rennais France Palestine de Solidarité » organise chaque année une campagne de « cueillettes solidaires » en Palestine. (<http://www.rennespalestine.fr/?-Cueillette-d-olives->) Plusieurs camarades breton.ne.s du NPA en reviennent.

Cueillettes solidaires ?

Chaque équipe intervient auprès d'un.e paysan.ne ou d'un groupe de paysan.ne.s qui, sans son intervention, seraient en difficulté pour mener à bien la récolte de l'année. L'enjeu est triple : si une terre n'est pas cultivée trois années de suite, elle peut être confisquée par Israël (en vertu d'une loi... ottomane!) ; pour nombre de paysan.ne.s, la récolte est vitale au niveau économique ; garder la terre, la cultiver, c'est résister, combattre le système colonial. Il peut s'agir d'oliveraies situées près du « mur » – le plus souvent, à la campagne, matérialisé par des rangées de barbelés encadrant une route dite sécurité - ou près d'une colonie, là encore au ras des barbelés, comme à Susiya, dans le sud, ou encore dans une zone purement et simplement menacée d'annexion, comme à Battir, près de Bethléem. Mais quel que soit le degré de tension autour de l'oliveraie, les paysans nous répètent, à chaque fois, que **la première manifestation de solidarité qui compte pour eux, c'est notre présence**. Elle montre que le monde ne les oublie pas, qu'il se trouve des gens pour agir à leurs côtés...

Témoigner !

C'est la première demande des palestinien.ne.s rencontré.e.s : « De retour en France dites ce que vous avez vu ici » ! Et ce que nous avons vu, ce sont autant d'images d'un

pays occupé, d'une population victime de l'apartheid. Ainsi les oliveraies de Hébron, coincées entre des colonies qui lacèrent la ville et l'étouffent peu à peu, où nous avons cueilli des olives, surveillé.e.s de près par des militaires désœuvré.e.s, dans des parcelles accessibles seulement un jour pour la cueillette ! Ainsi du village de Susiya, détruit par l'armée israélienne au profit d'une colonie qui a pris son emplacement et son nom. Reconstitué par des paysan.ne.s déterminé.e.s, détruit à nouveau. Le bras de fer continue, les paysan.ne.s restent sur leurs terres, dans des tentes de bédouins : cultiver, c'est résister ! Ainsi du village de Asfar. A notre arrivée, on nous montre les traces de chenillettes... qu'ont laissées les engins qui viennent, il y a moins de dix jours, de détruire le village d'été qui permettait aux paysan.ne.s d'être à pied d'œuvre pour la culture des olives. Ne subsiste qu'une maison - trop récente pour avoir fait l'objet d'un ordre de destruction, mais son tour viendra - au milieu d'un champ de gravats !

Résister !

La ville de Hébron semble concentrer toute la problématique palestinienne. D'un côté, les colon.ne.s, soutenu.e.s sans faille par l'armée, font tout pour prendre le contrôle de la ville : leurs établissements au cœur du vieux Hébron sont en passe de couper la ville en deux, et les colonies des hauteurs trônent, comme une menace permanente au dessus des quartiers bas. Nous assistons à « la promenade des colon.ne.s », qui retournent au sein de leur colonie barricadée sous la protection d'une es-

couade surarmée. De l'autre côté, les palestinien.ne.s, qui ont du déserté un centre devenu invivable, font actuellement de gros efforts de rénovation et de réhabilitation, qui portent leurs fruits : **la population palestinienne revient ! La solidarité internationale**, sans doute ici la plus concentrée, s'active sans compter pour les aider.

Au travers nos discussions avec des palestiniens, nous avons entendu **le complet décalage qui existe entre l'Autorité Palestinienne, corrompue, pieds et poings liés avec le gouvernement israélien, et les expériences de résistance populaire** qui s'organisent sur le terrain, en lien direct avec les aspirations du peuple palestinien. Plus grand monde ici pour croire en une solution à deux Etats, quand tout, dans la présence agressive des colons, manifestant la haine et le racisme de la part de l'état d'Israël, semble la rendre impossible, quand le mur continue de démanteler le territoire de Cisjordanie, quand des milliers de prisonniers politiques croupissent dans les geôles de l'occupant, quand Gaza reste une prison à ciel ouvert. Et comment envisager une solution à un seul Etat partagé, lorsque la domination coloniale s'exprime avec autant de violence ?

La tâche est immense pour la solidarité internationale, mais elle devra être avant tout politique : **il nous appartient d'obtenir de nos états qu'ils renoncent à soutenir ce régime colonial d'apartheid**.

Notre hebdomadaire l'Anticapitaliste est disponible aux Champs Libres à Rennes, au rayon presse au rez-de-chaussé.

Mais le meilleur moyen de le recevoir est de s'y abonner !

<http://www.npa2009.org/node/40123>

A Rennes, à Paris, à Istanbul
et dans tout le Kurdistan :
Combattons l'Etat totalitaire d'Erdogan
et pour les libertés du peuple kurde !

La tentative de coup d'Etat militaire orchestrée par l'ancien allié du régime, la confrérie Gülen, dans la nuit du 15 juillet 2016 a donné l'occasion à Erdogan d'entreprendre une tentative de coup d'Etat civil afin d'anéantir toute possibilité et capacité d'opposition au régime dictatorial que ce dernier essaye de forger. L'arrestation le 4 novembre 2016, des porte-paroles, dirigeants et députés du Parti démocratique des peuples (HDP), parti de gauche issu du mouvement kurde, signifie le franchissement d'une étape décisive pour la construction de cette dictature islamo-nationaliste.

Depuis cet été des milliers de personnes ont été limogées, des centaines arrêtées, des associations, radios, écoles, facs... fermées. C'est d'abord la communauté kurde qui est visée et non les véritables responsables du coup d'Etat. Des maires (dont Diyarbakir ville jumelée avec Rennes) des provinces kurdes sont tout simplement virés, les activistes et militants emprisonnés.



Mais l'arrestation de la direction du HDP - qui lors des élections du 7 juin 2015 avait obtenu 13.1%, une réussite inespérée déstabilisant totalement le parti d'Erdogan, l'AKP- constitue une étape décisive dans l'annihilation de la démocratie par le régime dictatorial. Cette offensive inacceptable déniait le vote de 6 millions de personnes est une conséquence de la guerre que mène l'Etat turc contre l'aspiration à l'autodétermination du peuple kurde en Turquie et en Syrie.

Nous condamnons fermement la confiscation des voix de millions de kurdes, de femmes, de travailleurs, de jeunes, d'écologistes, de militants LGBTI, de minorités ethniques et religieuses, de démocrates.

A Rennes, la communauté kurde, organisée autour du Conseil démocratique kurde de Rennes, mais aussi de l'association de femmes kurdes (Zin), des Amitiés Kurdes de Bretagne, avec le soutien des partis politiques (NPA, AL, JC, PG...) a défilé ces derniers jours pour réclamer la justice, la libération des prisonniers kurdes, le retrait du PKK de la liste des organisations terroristes. Plus largement c'est l'autodétermination du peuple kurde qui est l'enjeu de la période, en Turquie comme dans tout le Moyen Orient dévasté par les guerres impérialistes depuis trop d'années.

CONTRE LEUR MONDE
NOTRE CAPITAL:
NOTRE SOLIDARITÉ
SOUSCRIPTION 2016



Vous connaissez bien le NPA... A Rennes, nous nous rencontrons le plus souvent dans la rue !

Durant les quatre mois de la lutte contre la loi travail, bien sûr, durant lesquels nos drapeaux et nos mégaphones ont été de toutes les manifestations, jusqu'au bout. Mais aussi avec les sans papiers, les migrants, notamment lors des grandes manifestations de septembre 2015, d'avril 2016, ainsi qu'en soutien au squat de la Poterie le 16 novembre. Aux côtés du peuple palestinien, lors des opérations BDS, aux côtés du peuple Kurde, dans la rue... Sans oublier les manifestations – autorisées ou pas – en défense du climat, en soutien à la ZAD, contre l'aéroport de NDDL, ou contre le nucléaire...

Et nous n'avons pas fini de battre le pavé !

En effet, la régression sociale continue, de plus en plus liée au recul de la démocratie. Pour la bourgeoisie, c'est l'état d'urgence. Pour préserver l'exploitation et l'oppression, il leur faut casser les droits sociaux et démocratiques de touTEs, mais aussi le corps et l'esprit de celles et ceux qui luttent et/ou ne sont pas assez blanc.he.s, chrétien.ne.s et gaulois.es... Ce refus de «la loi travail et son monde», cette rupture consommée entre une large frange de la population et le PS, cette nouvelle génération militante qui a émergé au printemps dernier, voilà sur quoi les forces révolutionnaires doivent... capitaliser.

Car notre camp social a aussi un capital !

Celui des dizaines de milliers de personnes qui luttent pied à pied, chaque jour, dans leur boîte, leur syndicat, leur association, leur collectif, leur parti. C'est un capital social fait d'auto-organisation, de solidarité, d'inventivité, d'intelligence et de radicalité pour construire notre monde socialiste. Mais la société étant encore ce qu'elle est, ce capital social a aussi besoin d'argent pour s'entretenir et se développer. Et si le NPA n'est qu'une partie de ce capital social, il œuvre constamment pour la victoire de notre camp social, dans l'unité et la radicalité. Soutenir financièrement le NPA, ce n'est donc pas seulement aider une organisation particulière, mais soutenir l'ensemble de notre camp social.

La campagne de soutien financier au NPA durera, comme chaque année, jusqu'au 31 décembre.

Aidez-nous !

La souscription permet une déduction fiscale des deux tiers du montant versé: vous donnez 3 euros, le parti en reçoit 3, l'État vous en reverse 2 ! Moyennant un peu de patience avant le remboursement, vous pouvez donc multiplier votre don par 3 !

Pour donner en ligne: <https://souscription.npa2009.org>

Pour envoyer vos chèques (à l'ordre de NPA souscription):

NPA souscription, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque, précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port, et si deux noms apparaissent sur le chèque, précisez à qui imputer le don.

Limite de datation et d'envoi: **avant le 31 décembre à minuit**

Pour toutes vos questions : souscription@npa2009.org